

Compte-rendu du CTSD du 6 février

Hier se tenait à l'inspection Académique, le CTSD carte scolaire rentrée 2012. Des délégations d'élus et de parents étaient sur place ainsi des collègues grévistes. Nous avons alors demandé qu'ils soient reçus tous ensemble, ce qui a été refusé dans un premier temps. Après de longues discussions et la médiation menée par un sénateur et un conseiller général présents sur les lieux, l'IA (ou plutôt directeur Académique selon la nouvelle appellation) a enfin accepté de recevoir les parents et élus dans le hall de l'Inspection Académique et écouté leurs revendications.

Ensuite, nous avons siégé en CTSD en défendant toutes les situations d'écoles, qu'elles soient concernées par une fermeture ou une ouverture.

Pour les écoles dont les effectifs nécessitaient une ouverture, la réponse du jour a été : « la situation sera revue à la rentrée ». Pour les écoles concernées par une fermeture, tous les arguments ont été balayés, le leitmotiv du jour étant les 48 postes à rendre. Des classes vont être fermées là où elles étaient ouvertes il y a peu pour le même nombre d'élèves...

Ce fut une très longue réunion (sept heures) durant laquelle nos arguments ont tous été balayés par la directive ministérielle qui impose à notre département de rendre impérativement 48 postes, seuls deux postes ont été « épargnés » (plus de fermeture en maternelle à Plouër su Rance, deux autres écoles élémentaires de Ploufragan, Villes-Moisin et Louis Guilloux, qui sont à plus de 28 de moyenne, auront chacune un demi-poste !)

On nous a parlé de moyennes, de conditions satisfaisantes sur le papier, et nous avons rappelé que derrière les chiffres il y a des enfants ainsi que des collègues. Pour bon nombre d'écoles, il nous a été répondu : « On verra à la rentrée ». Et puis les chiffres ont été niés, des postes seront fermés en ZEP avec en plus à la clé la perte d'un poste de décharge pour les directeurs (ô combien important dans ces quartiers !). Ailleurs, la fermeture d'une troisième classe en 4 ans a été confirmée et mettra clairement en péril une école publique qui passera à une classe. Les difficultés scolaires importantes dans certaines écoles ont été ignorées, difficultés que l'on va concentrer encore plus dans des classes toujours plus chargées avec plusieurs niveaux. Dans d'autres situations, le nombre d'élèves est globalisé sur tout un RPI et, par exemple, lorsqu'une classe sera fermée cela entraînera sur un des sites une moyenne supérieure à 27. On nous a alors dit qu'il suffisait que les élèves migrent d'un site à l'autre, à l'endroit même où l'IEN défendait, il y a peu, un site de maternelle de proximité. Ailleurs, l'administration n'ouvre pas à plus de 28 de moyenne en élémentaire parce qu'elle n'a pas confiance en la mairie. Bien évidemment les fermetures dans le public ne bénéficieront jamais au privé car dans ces communes leurs moyennes seraient supérieures... Les élus sont parfois mis en cause parce qu'ils n'ont pas écouté l'administration et construit des écoles trop grandes (sic). Que c'est difficile à entendre eu égard aux efforts financiers très importants qu'ils ont faits pour leurs communes. Nous avons aussi rappelé que les fermetures pouvaient avoir des conséquences désastreuses pour les personnels qui travaillent au sein ou autour des centres PEP et des écoles. Par ailleurs, nous avons signalé que le littoral est lourdement touché par ces mesures, notamment le Trégor qui subit le quart des fermetures envisagées !

A l'issue de ce CTSD, les représentants du personnel ont voté contre le projet de carte scolaire, comment aurait-il pu en être autrement ? L'IA devra donc en convoquer un nouveau, le 13 février à 9h30. Là, il pourra passer outre l'avis des représentants du personnel ...

A signaler qu'à notre sortie, nous avons croisé, toujours présents, la délégation d'élus et de parents de Meslin. Nous ne pouvons que louer ces farouches défenseurs de l'Ecole Publique, cela leur a certainement fait très plaisir d'apprendre que le député de leur circonscription qui vote depuis des années pour le non remplacement d'un enseignant sur 2 est contre la fermeture de leur école ...